



## Le 93 reprend la rue pour défendre l'école publique !

*En cette journée de grève et de manifestation, les personnels d'éducation et d'enseignement de Seine-Saint-Denis se sont réunis en assemblée générale départementale.*

Depuis le 26 février, le 93 s'est soulevé pour exiger un véritable plan d'urgence pour l'école publique, sabotée par des années de politiques autoritaires et néolibérales. Deux enquêtes de France info et Médiapart ont révélé les rallonges budgétaires accordées par les collectivités aux établissements d'enseignement privé sous contrat, à hauteur de 1,2 milliards depuis 2016, mais aussi que le financement public par élève accordé aux lycées privés est supérieur à celui du public. **La situation est d'autant plus scandaleuse que l'école publique de Seine-Saint-Denis est sous-financée : un.e élève du 93 représente un investissement de 6200 euros par an, tandis que la moyenne nationale s'élève à 8800 euros.**

Dans le même temps, la mise en place de réformes ségrégationnistes et de tri social (choc des savoirs, évaluations nationales standardisées, parcoursup etc.), largement combattues par les personnels mobilisé.es, frappe de plein fouet les populations les plus fragiles, à commencer par les élèves de Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de la France hexagonale. Enseignant.es, personnels médico-psycho-sociaux et administratifs, ATTEE, CPE, AED et AESH manquent à l'appel dans tout le département malgré les effets d'annonce et les tentatives de maquiller la réalité des conditions d'étude dégradées de nos élèves. **Dans le second degré, les effectifs explosent et des centaines d'élèves n'ont toujours pas d'établissement scolaire faute de place.**

Alors que le service public subit des cures d'austérité de plus en plus drastiques, avec l'école publique en première ligne, il est fondamental de continuer la lutte pour la défense de l'école publique. **La nomination de Michel Barnier à Matignon, adoubé par le Rassemblement National, appelle à une réaction forte de défense du service public et de l'école en particulier. Tandis que ce dernier vient d'affirmer que l'école constituerait "sa priorité", nous affirmons que la seule priorité doit être la construction d'une école émancipatrice, au service de la réussite de toutes et tous, véritablement inclusive et au sein de laquelle les discriminations - notamment racistes, islamophobes et LGBTQIA+phobes - n'ont pas leur place.**

Il est donc nécessaire de revendiquer un plan d'urgence et de rattrapage pour le 93 mais également de s'inscrire dans la lutte pour la défense du service public, menacé par le futur gouvernement, et ce notamment **en préparant la journée de mobilisation interprofessionnelle du 1er octobre pour y porter la nécessité d'une amélioration radicale des conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des personnels d'enseignement et d'éducation ainsi que celle d'une école publique émancipatrice financée à hauteur de ses besoins.**

**L'intersyndicale éducation 93 appelle donc l'ensemble des personnels à :**

- **Se mobiliser largement par la grève le 1er octobre et à rejoindre la manifestation parisienne**
- Organiser partout, dans l'ensemble du département, des AG, réunions publiques, **rencontres avec les habitant.es et parents**, des tournées d'écoles et d'établissements pour construire la journée du 1er octobre ainsi qu'une mobilisation durable pour la défense de l'école publique dans le 93
- Rejoindre les AG interprofessionnelles puis à se réunir en AG départementale éducation le 1er octobre après la manifestation
- **Organiser un meeting départemental de défense d'une école publique émancipatrice**
- **Boycotter les évaluations nationales standardisées**, et apporte son soutien aux équipes qui refusent les passations.

**Gagnons les conditions d'une école de l'égalité, de la liberté pédagogique, de l'émancipation de tous et toutes les élèves !**